

Blois, le 16/08/2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/05/2023

### **Partie nominative**

#### **ST MICHEL CONTRES**

2, boulevard de l'Industrie  
41700 Le Controis-en-Sologne

**Affaire suivie par :** LAVENANT Sebastien

**Téléphone :** 02 54 90 97 90

**Courriel :** [ddetspp-spae@loir-et-cher.gouv.fr](mailto:ddetspp-spae@loir-et-cher.gouv.fr)

**Inspection n° :** RI 2023-05-09 SL01

**Code AIOT :** 0054100182

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 09/05/2023 de l'établissement ST MICHEL CONTRES implanté 2, boulevard de l'Industrie 41700 Le Controis-en-Sologne. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- LAVENANT Sebastien, protection des populations, SV-SPAE, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Raphaël WELKER, établissement ST MICHEL CONTRES, référent sécurité environnement
- Jonathan GUENARD, établissement ST MICHEL CONTRES, coordinateur sécurité environnement central.

Le courriel d'échange avec l'administration est : [raphael.welker@stmichel.fr](mailto:raphael.welker@stmichel.fr)

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Pour le préfet, par délégation, Pour le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, La chef du service vétérinaire santé et protection animales – environnement
Sébastien LAVENANT	Antonin CARO	Elisabeth VANNERROY-ADENOT

Blois, le 16/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ST MICHEL CONTRES**

2, boulevard de l'Industrie  
41700 Le Controis-en-Sologne

**Inspection n° : RI 2023-05-09 SL01**

**Code AIOT : 0054100182**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2023 dans l'établissement ST MICHEL CONTRES implanté 2, boulevard de l'Industrie 41700 Le Controis-en-Sologne 41700 Le Controis-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ST MICHEL CONTRES
- 2, boulevard de l'Industrie 41700 Le Controis-en-Sologne
- Code AIOT : 0054100182
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement de fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 24	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 29	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 32	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
17	Principes de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 44	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
24	Point de contrôle Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 66	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
29	Autosurveillance et échéances	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 82	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 6	/	Sans objet
2	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 13 Chapitre 2.2	/	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 14	/	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 15	/	Sans objet
5	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 16-Chapitre 2.7	/	Sans objet
9	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 31	/	Sans objet
11	Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 33	/	Sans objet
12	Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 35	/	Sans objet
13	Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 41	/	Sans objet
14	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 68	/	Sans objet
15	Traitement et rejets des effluents	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Point de contrôle Surveillance des installations	AP Complémentaire du 22/06/2017, article 6	/	Sans objet
18	Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 42	/	Sans objet
19	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 55	/	Sans objet
20	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 57	/	Sans objet
21	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 59	/	Sans objet
22	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 61	/	Sans objet
23	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 63	/	Sans objet
25	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 73	/	Sans objet
26	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 74	/	Sans objet
27	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 76	/	Sans objet
28	Autosurveillances et échéances	Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 81	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté, le 09 mai 2023, que l'établissement ST MICHEL CONTRES implanté 2, boulevard de l'Industrie 41700 Le Controis-en-Sologne ne pouvait pas justifier :

- que les valeurs limites des rejets atmosphériques d'Oxydes de Soufre (SO<sub>2</sub>) des chaudières soient respectées ;
- que les prélèvements d'eau dans le milieu ne respectent pas la quantité maximale imposé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 février 2011 ;
- d'un plan de collecte des effluents liquides lisible ;
- que les valeurs transmises dans sa déclaration annuelle des émissions, des transferts de polluants et des déchets ne correspondent pas aux quantités moyennes indiquées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 08 février 2011 ;
- d'un registre notifiant les dates de vérifications, d'opérations d'entretien et de vidange des rétentions.
- d'une analyse des rejets aqueux réalisée par un laboratoire agréé ;

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 13 Chapitre 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réserves de produits ou matières consommables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Intégration dans le paysage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration dans le paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords de l'installation, places sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, ...).
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 16-Chapitre 2.7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Document à transmettre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection ou au préfet les documents suivants : Porter à connaissance du préfet : En cas de modification des installations Mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude des dangers : En cas de modification des installations Déclaration de changement d'exploitant : Le cas échéant Dossier de cessation d'activité : Le cas échéant Déclaration des accidents et incidents : Le cas échéant Résultats d'auto-surveillance : Tous les ans
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise tous les 3 ans une mesure des émissions en NOx. Les valeurs limites d'émissions sont les suivantes : Type de rejet :    Nox (mg/Nm3)        SO2 (mg/Nm3)        Poussières (mg/Nm3) Chaudières :        150                                35                                5 Fours :                500                                300                                100
<b>Constats :</b> Le compte-rendu du contrôle périodique des rejets atmosphériques des chaudières réalisé le 24 mars 2022 ne fait pas apparaître les valeurs d'Oxydes de Soufre (SO2) conformément à l'arrêté préfectoral du 08 février 2011.
<b>Observations :</b> Le compte-rendu du contrôle périodique des fours réalisé entre le 18 et 27 juin 2019 confirme que les valeurs de rejets atmosphériques sont respectées conformément à l'arrêté préfectoral du 08 février 2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 7 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 26
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource : réseau public Commune du réseau : Contres Prélèvement maximal annuel : 25000 m3 L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.
<b>Constats :</b> La consommation d'eau sur le réseau public de l'établissement ne respecte pas la valeur maximale autorisée par son arrêté préfectoral du 08 février 2011.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 29
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux, et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bacs de disconnexion, implantation des disconnecteurs...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, compteurs ... )</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan de collecte des effluents liquides a bien été transmis mais difficilement lisible et sans nomenclature.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 9 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Protection des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. A ce titre les bassins d'orage vers lesquels sont dirigés toutes les eaux pluviales ou collectées sur le site sont équipés de vannes manuelles de sectionnement. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par une consigne. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Eaux sanitaires</li><li>- Eaux résiduelles industrielles</li><li>- Eaux pluviales de voiries et de toitures</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan de collecte des effluents liquides a bien été transmis mais difficilement lisible et sans nomenclature.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



## N° 11 : Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou de celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. Les rejets directs ou indirects d'effluents dans les nappes d'eau souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits. Les eaux résiduaires polluées constituent : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit des déchets qui doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre 5 du présent arrêté.</li><li>- soit des effluents liquides qui sont traités dans la station de traitement qui doit être conçue et exploitée à cet effet.</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et conduite des installation de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et, si besoin, en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et des contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les séparateurs d'hydrocarbures font l'objet d'une vérification annuelle, permettant de déterminer la nécessité d'un curage.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux pluviales polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Traitement et rejets des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Valeurs limites d'émissions des eaux usées après pré-traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents pré-traités collectés par la commune de CONTRES sont traités par la station d'épuration communale. Au préalable, elles subissent un pré-traitement. Le raccordement des effluents à la station d'épuration communale a fait l'objet d'une convention et d'un arrêté signé entre la société SAINT-MICHEL et la commune de CONTRES le 18/12/2015 fixant notamment la qualité des effluents urbains raccordés. Avant raccordement à la station d'épuration communale, les effluents respectent les valeurs suivantes :  Paramètres Valeur limite de rejet Concentration maximum Flux journalier maximum DBO5 4000 mg/l 450 kg/j DCO 10000 mg/l 1100 kg/j MES 5000 mg/l 500 kg/j NGL 300 mg/l 50 kg/j PT 50 mg/l 15 kg/j  De plus les effluents devront respecter les valeurs suivantes : - 5.5 < pH < 9.5 - T°C < 30°C - Volume autorisé : 350 m <sup>3</sup> /jour  Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel. Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Surveillance des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/06/2017, article 6																			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions particulières à la pollution de l'eau																			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																			
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés.  La fréquence de mesure des paramètres Débit, pH, Température, DCO, DBO5, azote global (NGL), phosphore total (PT) et MEST est conforme à celle indiquée dans le tableau suivant :</p> <p>Fréquence des mesures (nombre de jours par an)</p> <table> <tr> <th>PARAMETRES</th><th>FREQUENCE</th></tr> <tr> <td>Volume</td><td>Jour (en continu)</td></tr> <tr> <td>MEST</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>Trimestrielle</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr> <td>AZOTE GLOBALE NGL</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr> <td>PHOSPHORE TOTAL PT</td><td>Mensuelle</td></tr> <tr> <td>pH</td><td>Jour (en continu)</td></tr> <tr> <td>Température</td><td>Jour (en continu)</td></tr> </table> <p>De plus les effluents devront respecter les valeurs suivantes :  - 5.5&lt;ph&lt;9.5  - T°C&lt;30°C  - Volume autorisé : 350m3/jour</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.  Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.</p>		PARAMETRES	FREQUENCE	Volume	Jour (en continu)	MEST	Mensuelle	DBO5	Trimestrielle	DCO	Mensuelle	AZOTE GLOBALE NGL	Mensuelle	PHOSPHORE TOTAL PT	Mensuelle	pH	Jour (en continu)	Température	Jour (en continu)
PARAMETRES	FREQUENCE																		
Volume	Jour (en continu)																		
MEST	Mensuelle																		
DBO5	Trimestrielle																		
DCO	Mensuelle																		
AZOTE GLOBALE NGL	Mensuelle																		
PHOSPHORE TOTAL PT	Mensuelle																		
pH	Jour (en continu)																		
Température	Jour (en continu)																		
<b>Constats :</b> Conforme																			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																			

## N° 17 : Principes de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 44																																																			
<b>Thème(s) :</b> Autre, Type de déchets produits et traitements associés																																																			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																																			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <table> <tr> <th>Type de déchet</th><th>Quantité moyenne produite</th><th>Type de stockage</th><th>Mode d'élimination</th></tr> <tr> <td>Déchets banals</td><td>&lt; 30 tonnes / mois</td><td>Benne avec compacteur</td><td>incinération</td></tr> <tr> <td>Déchets de gâteaux</td><td>&lt; 20 tonnes / mois</td><td>Benne couverte</td><td>Elevage porcin</td></tr> <tr> <td>Cartons</td><td>15 tonnes/ mois</td><td>Benne et compacteur</td><td>Recyclage</td></tr> <tr> <td>Plastiques</td><td>5 tonnes / mois</td><td>Benne compacteur</td><td>Recyclage</td></tr> <tr> <td>Palettes endommagées et ferrailles Ponctuel</td><td></td><td></td><td>Valorisation</td></tr> <tr> <td>Bidons vides</td><td>0,5 tonnes/ mois</td><td>Benne</td><td>Recyclage</td></tr> <tr> <td>DID:</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Encres et solvant</td><td>&lt; 1 tonne / an</td><td></td><td>Incinération</td></tr> <tr> <td>Huiles,</td><td>&lt; 1 tonne / an</td><td></td><td>Régénération</td></tr> <tr> <td>Néons</td><td>environ 100 / an</td><td></td><td>Recyclage</td></tr> <tr> <td>Boues de prétraitement</td><td>300 tonnes / an</td><td>Benne</td><td>Compostage</td></tr> </table>				Type de déchet	Quantité moyenne produite	Type de stockage	Mode d'élimination	Déchets banals	< 30 tonnes / mois	Benne avec compacteur	incinération	Déchets de gâteaux	< 20 tonnes / mois	Benne couverte	Elevage porcin	Cartons	15 tonnes/ mois	Benne et compacteur	Recyclage	Plastiques	5 tonnes / mois	Benne compacteur	Recyclage	Palettes endommagées et ferrailles Ponctuel			Valorisation	Bidons vides	0,5 tonnes/ mois	Benne	Recyclage	DID:				Encres et solvant	< 1 tonne / an		Incinération	Huiles,	< 1 tonne / an		Régénération	Néons	environ 100 / an		Recyclage	Boues de prétraitement	300 tonnes / an	Benne	Compostage
Type de déchet	Quantité moyenne produite	Type de stockage	Mode d'élimination																																																
Déchets banals	< 30 tonnes / mois	Benne avec compacteur	incinération																																																
Déchets de gâteaux	< 20 tonnes / mois	Benne couverte	Elevage porcin																																																
Cartons	15 tonnes/ mois	Benne et compacteur	Recyclage																																																
Plastiques	5 tonnes / mois	Benne compacteur	Recyclage																																																
Palettes endommagées et ferrailles Ponctuel			Valorisation																																																
Bidons vides	0,5 tonnes/ mois	Benne	Recyclage																																																
DID:																																																			
Encres et solvant	< 1 tonne / an		Incinération																																																
Huiles,	< 1 tonne / an		Régénération																																																
Néons	environ 100 / an		Recyclage																																																
Boues de prétraitement	300 tonnes / an	Benne	Compostage																																																
<p><b>Constats :</b> Les valeurs transmises dans la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ne correspondent plus aux quantités moyennes indiquées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>																																																			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																																																			
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale																																																			
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois																																																			

## N° 18 : Type d'effluents, leurs ouvrages et les caractéristiques de rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est aménagé de telle sorte que la totalité des eaux de voirie et de toiture est collectée. L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none"><li>- MEST : &lt; 35 mg/L</li><li>- HCT : &lt; 5 mg/L</li><li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance – Astreinte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des accès au site doit être assurée en permanence pendant et en dehors des heures de travail. Le responsable de l'établissement prend toutes les dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les heures non ouvrables.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 20 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. L'exploitant dispose de différents organes de coupure pour permettre la coupure de l'alimentation électrique par grandes zones de l'établissement. La localisation de ces organes de coupure est portée à la connaissance du personnel.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 21 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation en cas d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction de fumer,</li><li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre à l'exception des travaux faisant l'objet d'un permis de feu,</li><li>- l'interdiction d'apporter du feu,</li><li>- l'obligation du permis d'intervention ou permis de feu,</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation,</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou sur une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,</li><li>- des consignes précises pour l'accueil des secours extérieurs, notamment pendant les heures de fermeture du site, pour permettre l'accès des secours aux bâtiments (déverrouillage des accès),</li><li>- les consignes à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques.</li></ul>
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 22 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 61
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de conduite et des dispositifs de sécurité.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 23 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 63
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 24 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Absence d'un registre notifiant les dates de vérifications, d'opérations d'entretien et de vidange des rétentions.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 25 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 73
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 26 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 74
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Epandage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 27 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 76
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Les moyens de secours (RIA, extincteurs, détection automatique d'incendie, exutoires de fumées...) sont vérifiés à minima une fois par an.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 28 : Autosurveillances et échéances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 81
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure périodique de la pollution rejetée dans l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 29 : Autosurveillances et échéances

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2011, article 82
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure périodique de la pollution rejetée dans l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue tous les mois une analyse des rejets aqueux pour les paramètres définis à l'article 40 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Absence d'analyse des rejets aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois